

7 juillet 2006

Chronique du Cérium (Centre de Recherches Internationales de l'Université de Montréal).

Le choix du Mexique : Un long recomptage ou un président fragilisé
Angel DE LA VEGA NAVARRO



Éliminé de la Coupe du Monde, le Mexique a pu revenir à temps aux choses sérieuses : les élections présidentielles du dimanche 2 juillet dernier. Ce jour-ci et les jours suivants le soccer est passé loin derrière l'intérêt pour les élections et ses résultats : jamais une lutte électorale a soulevé autant des polémiques et des passions. Cependant, le comportement des électeurs a démontré une énorme maturité démocratique : la journée électorale s'est passé sans incidents violents et le taux de participation s'est situé aux environs de 60%, sur un totale de 71,5 millions d'électeurs.

Dix jours avant les élections, le candidat de la gauche, Andrés Manuel López Obrador (AMLO), se trouvait encore à la tête des sondages, mais l'impression généralisée était que l'élection serait très serrée. Les résultats confirment cette impression : Felipe Calderón a obtenu 15 000 284 voix, c'est à dire 35,89% ; AMLO (14,756,350, c'est à dire 35,31%). La différence entre les deux est de seulement 243,934, c'est-à-dire 0.58 %. L'effondrement du PRI, avec son candidat Roberto Madrazo est pleinement confirmé : avec 9 301 441 voix, il obtient seulement 22,26%. Pour arriver à ces résultats, considérés définitifs par l'institution chargée d'organiser les élections (IFE, Institut Fédéral Électoral) il a fallu passer par une période d'incertitude qui a failli dérailler le processus. Le programme censé apporter de la transparence au processus électoral (PREP, Programme de Résultats Électoraux Préliminaires), n'a pas été présenté correctement et a donné lieu à des soupçons de manipulation pour favoriser Felipe Calderón, le candidat du parti du Président Fox (PAN). On sait maintenant que des irrégularités ont effectivement eu lieu et que le responsable de l'IFE n'avait pas informé correctement des « inconsistances » dans les procès-verbaux des bureaux de vote, lesquelles ont conduit à ne pas prendre en compte 2,5 millions de voix dans les résultats préliminaires. Ceci, et d'autres irrégularités découvertes lors du décompte final, ont ouvert la voie pour que AMLO refuse de reconnaître la victoire de Felipe Calderón et exige un décompte supplémentaire, « urne par urne, bulletin par bulletin, procès-verbal par procès-verbal ».

Il a le droit de son côté et c'est de bonne guerre politique dans une élection aussi serrée, surtout si le résultat des élections a été influencé aussi par des facteurs qui peuvent donner lieu à d'autres dénonciations : l'utilisation des programmes fédéraux d'assistance sociale, les excès d'une campagne négative contre AMLO.

Lorsque le candidat arrivé en deuxième place manifesterait officiellement son désaccord avec les résultats, le TRIFE (Tribunal Electoral de la Federación) recevra les plaintes formelles au cours des quatre jours suivants et devra valider (ou invalider) le résultat des élections avant le 6 septembre. S'ouvrira une période d'instabilité, en particulier si AMLO recourt aux mouvements de rue. Mais cela vaut mieux peut-être qu'une présidence teintée d'illégitimité, devant faire face non seulement à la frustration d'une partie importante des électeurs mais également à l'absence d'une majorité à la chambre de députés et à la chambre de sénateurs.

Cela dit, le PRD, le parti de AMLO, sort conforté de ces élections puisqu'il devient la deuxième force du pays dans l'assemblée parlementaire et qu'il retient le deuxième poste politique le plus important du pays : le gouvernement de Mexico, la capitale du pays. Si l'élection de Calderón est confirmée, le sort de son gouvernement dépendra de sa capacité à établir de bonnes relations avec d'autres forces politiques, y compris celles qui contestent sa victoire. Le pays ne supporterait pas un autre blocage comme celui que Fox a connu, en partie à cause de son ineptie politique. Calderón, conscient de son avance très limitée, parle d'un gouvernement de coalition et montre une certaine ouverture, en appelant d'autres forces à faire partie de son cabinet. Le pire serait qu'il puisse recourir seulement à des membres du PRI, qui vient d'être pleinement désavoué par les électeurs. Fox, par exemple, a confié la politique monétaire et financière à l'équipe qui l'avait conduite dans les derniers gouvernements du PRI. Le bilan est loin d'être brillant : stabilité sans croissance ni réformes. Le problème de Calderón, dont le mot d'ordre a été « continuité responsable », sera de répondre aux attentes de changement suscitées au cours de la campagne. Son rival de gauche a affirmé que des changements étaient nécessaires et possibles pour que le Mexique retrouve la croissance et la création d'emplois. Lui-même a offert « croissance et emplois ». Mais au lieu de faire des propositions, Calderón a mené une campagne négative, remplie d'outrances et destinée à susciter la peur chez les électeurs. Il a voulu tracer de son rival de gauche le portrait d'un populiste dangereux, ami de tous les Chavez et Evo Morales de l'Amérique du Sud, prêt à la confrontation avec les Etats-Unis. Le populisme est un mot qui tue, en particulier quand il est appliqué par la droite conservatrice à des candidats qui cherchent un appui populaire privilégiant la partie de la population la plus défavorisée ou qui cherchent une alternative à des politiques qui n'ont pas amené la croissance en Amérique Latine. Il ne s'agit pas d'alternatives radicales qui se situeraient dans la perspective d'un changement de système, mais d'un changement des priorités. « Pour le bien de tous, les pauvres d'abord », répétait AMLO tout au long de sa campagne. Un mot d'ordre que des analyses récentes d'institutions comme la Banque Mondiale ne renieraient pas. Près de la moitié des Mexicains vivent dans la pauvreté ; si la situation s'est quelque peu améliorée ces dernières années les chiffres restent impressionnants : la pauvreté est passée de 54% à 47% et la pauvreté extrême de 24% à 17%. Mis à part l'action de certains programmes, il faut surtout compter sur les devises que les migrants, notamment aux États-Unis, font parvenir à leurs familles : ces sommes sont au total comparables aux revenus provenant des exportations de pétrole et du tourisme.

Populisme ou pas, dans un pays comme le Mexique on ne peut éviter de parler de problèmes comme la pauvreté, qui laisse le Mexique en mauvaise position dans un monde où la connaissance, le capital humain, la productivité sont devenus les moteurs

de la croissance. Des niveaux aussi graves de pauvreté et d'inégalité, non seulement sont la source de tensions et des conflits, mais nuisent aussi au progrès économique. Dans ce domaine la théorie économique a procédé à un renversement notable : l'inégalité extrême est vue maintenant comme nuisible à la croissance. Non seulement elle dégrade plusieurs indicateurs sociaux, mais également ceux qui évaluent les performances des économies (productivité, compétitivité, ...). Le Mexique, l'une des économies les plus ouvertes au monde, du point de vue commercial et financier occupe les places suivantes : Business competitiveness : 60ème ; Macroeconomic environment index : 43ème ; Growth competitiveness index : 55ème (42 en 2001) ; Networked readiness : 55ème. Des millions des mexicains ont subi directement les effets de ces retards, et on continué d'émigrer en masse, malgré des difficultés extrêmes que ne rencontrent dans leur mouvement ni les capitaux ni les marchandises.

Les transitions gouvernementales sont une occasion d'examiner si les cadres institutionnels et réglementaires, établis pour le développement de l'activité économique, sont adéquats. D'où les propositions de réforme des candidats. Ces propositions ont fait défaut au cours de la campagne, alors que le Mexique en a un besoin urgent : dans le domaine du travail, de l'énergie, de la sécurité sociale. Il ne fut pas question non plus de réforme de l'État ou de la justice, particulièrement importante dans un pays où règne l'impunité, où le trafic de drogues a explosé et où l'action des groupes d'intérêts puissants s'impose souvent aux institutions de l'État.

Il est vrai que la présidence n'est plus au Mexique la « monarchie sexennale » d'antan, mais elle dispose encore de pouvoirs, en particulier dans le domaine économique. Dans un système où la séparation des pouvoirs commence à fonctionner réellement le président peut être un chef d'orchestre capable de proposer des réformes, viables légalement et susceptibles d'aboutir dans un congrès où différents courants et options s'expriment. Espérons que le prochain président sera à la hauteur de la nouvelle présidence dont a besoin le Mexique : capable de proposer, de négocier, d'arriver à des consensus.



Angel de la Vega est professeur d'économie à l'Université Nationale Autonome du Mexique UNAM et premier titulaire de la Chaire d'études du Mexique contemporain (CEMC).

[En savoir plus](#)